

"Chasse" aux homosexuels à Dar-Es-Salaam

BBC Afrique, 30 octobre 2018 Le gouverneur de Dar es Salaam appelle à dénoncer les homosexuels. C'est une véritable campagne contre l'homosexualité que le gouverneur de la province de Dar-es-Salaam en Tanzanie vient de lancer.

Il appelle ses administrés à dénoncer les homosexuels en promettant des arrestations dès la semaine prochaine. Le gouverneur qui est chrétien, a exhorté ses concitoyens à soutenir sa campagne contre l'homosexualité qui, selon lui, "foule au pied les valeurs morales des Tanzaniens et de nos deux religions chrétienne et musulmane". "J'ai des informations faisant état de la présence de nombreux homosexuels dans notre province" a indiqué lundi soir le gouverneur Paul Makonda. La province qu'il dirige comprend la ville de Dar-es-Salaam, capitale économique de la Tanzanie. L'homosexualité constitue un crime en Tanzanie, puni d'une peine minimale de 30 ans et pouvant aller jusqu'à la prison à perpétuité. La société tanzanienne ne tolère pas l'homosexualité, qui est ainsi pratiquée en cachette. "Les homosexuels s'en vantent sur les réseaux sociaux. A partir d'aujourd'hui (lundi) jusqu'à dimanche, donnez-moi leurs noms", a-t-il exigé. "Mon équipe ad hoc commencera à mettre la main sur eux lundi prochain", a promis le gouverneur, membre du parti au pouvoir, le Chama cha Mapinduzi (CCM). Paul Makonda est un proche du président John Magufuli, également connu pour son hostilité envers les homosexuels. "Je sais que lorsque je dénonce l'homosexualité, il y a des pays qui sont fâchés contre moi. Mais je préfère courroucer ces pays que courroucer Dieu", a poursuivi M. Makonda. Depuis l'élection du président Magufuli en octobre 2015, une véritable rhétorique officielle dénonçant l'homosexualité aussi bien masculine que féminine, s'est développée en Tanzanie. En juin 2017, le chef de l'État avait affirmé que "même les vaches" prouvent les pratiques homosexuelles. Quelques jours plus tard, le gouvernement avait menacé d'arrêter tous les défenseurs des homosexuels et promis d'expulser les étrangers qui militeraient pour leurs droits. Il avait mis cette menace à exécution en octobre 2017 en expulsant vers leur pays d'origine trois Sud-Africains accusés de "promouvoir" le mariage homosexuel.

À

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});